



Harmoniser les salaires européens

Vittorio de Filippis, *Libération* 10 novembre 2005
(supplément « 30 idées pour réveiller la gauche »).

Dans l'UE, les rémunérations minimales, quand elles existent, varient de 1 à 12. Une mise à niveau basée sur le revenu médian dans chaque Etat réduirait les inégalités.

A quand un salaire minimum européen? Socle social minimal incontournable pour les uns, élément de rigidité salariale freinant les créations d'emplois pour les autres, il a toujours donné lieu à des débats passionnés et reste l'un des symboles du clivage droite-gauche. Mais les positions s'infléchissent. Même la très libérale Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a introduit des nuances dans ses propos (1). Il ne s'agit pas, comme feignent de l'entendre les gardiens de l'orthodoxie libérale, d'appliquer un seul et même plancher de salaire à l'ensemble des vingt-cinq pays de l'UE. Mais d'instaurer un salaire minimum européen qui serait calculé dans chaque Etat membre en fonction du revenu médian (2). « *Un tel système renverserait la logique de construction de l'UE, marquée par le sceau du néolibéralisme* » estime Michel Husson, économiste à l'Institut de recherches économiques et sociales. L'urgence est criante: près de 15% de la population de l'UE est menacée par la pauvreté, c'est-à-dire vit dans un ménage dont le revenu est inférieur de plus de 50 % au revenu médian du pays. Avec un taux de chômage qui frôle les 20 %, les dix nouveaux membres ont une situation encore plus dégradée que les Quinze d'origine.

Disparités salariales. En fait, la plupart des Etats de l'UE possèdent un salaire minimum (18 pays sur 25). Mais son montant ne dépasse pas les 121 euros en Lettonie ou encore 159 euros en Estonie. Rien qui puisse empêcher la pauvreté de se développer dans ces pays, comme d'ailleurs dans les économies européennes les plus riches où les *working poors* sont toujours plus nombreux. Pas plus qu'il ne résout les disparités

salariales. « *Un tel système tourne le dos à une convergence économique et sociale* », ajoute Michel Husson. « *Mais c'est justement grâce à l'intégration économique, à l'ouverture économique que les plus faibles finiront par se rapprocher du niveau de développement des plus forts* », répondent ceux qui voient d'un mauvais œil toute forme de régulation. Un exemple? Le Mexique s'est engagé tête baissée dans la mondialisation ... avec des résultats mitigés. Ce pays est resté enfermé dans des activités d'assemblage, sans parvenir vraiment à remonter les différentes activités d'une même filière de production. En outre, seule une petite frange de la population, celle dont le secteur est « branché » sur le reste du monde, connaît une relative augmentation de sa rémunération. Le reste, soit près de 80% des Mexicains, a aujourd'hui le même pouvoir d'achat qu'il y a vingt ans. « *Pourtant ce pays, à l'instar du Brésil ou encore des nouveaux entrants dans l'Union européenne, a un salaire minimum. Mais il est tellement bas que cela n'a plus aucune signification économique. Quand le salaire minimum est de 60 euros dans un pays comme la Pologne, tout le monde est smicard* », conclut Michel Husson. Ces pays sont donc aux antipodes du modèle de développement sud-coréen qui a su instaurer une ouverture internationale graduelle, sur fond de redistribution des richesses, et surtout des salaires.

Mode de régulation. Un salaire minimum peut aussi servir de mode de régulation de l'espace européen. Il pourrait réduire la tension que les salaires bas font peser à propos des délocalisations. En 1989, la Commission Delors avait proposé une charte sociale au niveau européen qui stipulait que

« *tous les travailleurs doivent recevoir une rémunération suffisante pour leur permettre d'avoir un niveau de vie décent proportionné aux données propres de chaque pays* ». Une mesure ambitieuse aussitôt retoquée par les Britanniques. Aujourd'hui, la question est plus que jamais d'actualité. A défaut, le risque est grand de voir se renforcer des sociétés de plus en plus duales. Et c'est justement pour inverser cette tendance, notamment dans les pays les plus pauvres de l'UE, que l'instauration d'un salaire minimum serait utile. Comment? En indexant ce niveau de salaire au PIB moyen par tête. Ce qui équivaldrait à une indexation des salaires sur la productivité des entreprises. Cela garantirait ainsi la progression des revenus les plus bas. Et tirerait vers le haut l'ensemble des salaires. Un cercle vertueux de croissance soutenue par la demande intérieure pourrait être enclenché grâce à une vraie politique redistributive.

(1) Rapport de juin 1998 sur les *Perspectives de l'emploi*.

(2) Le revenu médian est le revenu qui partage exactement en deux la population.